

ÉLÉMENTS D'ANALYSE SUR L'ÉCHEC DU RÉFÉRENDUM ALSACIEN

Jérôme Fourquet

11/04/2013

Les résultats du référendum du 7 avril 2013 qui demandait aux Alsaciens de se prononcer sur le projet de fusion des deux départements et de la région pour créer une collectivité unique ont été négatifs. Jérôme Fourquet éclaire les raisons de cet échec qui sonne sans doute le glas de ce type d'expérimentations.

[Télécharger l'enquête](#)

Synthèse :

La fusion de la région et des deux départements alsaciens n'aura pas lieu. En effet, si le « oui » l'a emporté lors du référendum du 7 avril dernier, deux conditions n'ont pas été remplies : un résultat positif dans les deux départements (or le Haut-Rhin a voté majoritairement contre) et une proportion de « oui » supérieure à 25 % des inscrits (or elle n'a atteint que 23 %). Comment expliquer cet échec alors qu'un large consensus existait en faveur de ce projet pensé et porté par les dirigeants des collectivités locales concernées ?

Avant tout, ce projet, présenté de manière assez abstraite et technocratique, est apparu comme une « affaire d'élus ». En outre, ni les grands médias ni les dirigeants nationaux de l'UMP et du PS n'ont semblé s'intéresser à cette campagne. A des voix dissonantes au sein de la droite alsacienne est venue s'ajouter une faible implication des élus socialistes, en désaccord avec le projet perçu comme une « usine à gaz ». Le contexte national, mais aussi l'affaire Cahuzac ont sans doute également joué un rôle et contribué à alimenter l'abstention.

Cependant, derrière toutes ces raisons, il existe également des ressorts politiques et géopolitiques expliquant l'échec de ce référendum. Les tenants du « non » ont su jouer avec le rapport que les Alsaciens entretiennent avec leur territoire et l'identité qui s'y rattache. On retrouve comme signe de la forte dimension géopolitique de ce vote le clivage quasi parfait entre les deux départements. Les habitants du Haut-Rhin en votant majoritairement pour le « non » ont manifesté leur patriotisme départemental et leur crainte de passer « sous la coupe de Strasbourg ».

Les autres tenants du « non » (Front national, Debout la République et Front de Gauche) ont mené une campagne très dynamique. Le parti lepéniste a sorti des arguments chocs, contre un projet qui

serait dicté par l'Europe antinationale et la première étape de la désintégration du cadre national républicain. La carte du « non » présente de grandes similitudes avec la carte des résultats agrégés de Jean-Luc Mélenchon, Nicolas Dupont-Aignan et Marine Le Pen à la présidentielle de 2012. Les opposants au projet ont bénéficié du sentiment de défiance et de la volonté de sanction, assez classique dans un référendum. Globalement, on retrouve la même configuration que lors du référendum de 2005 et la corrélation entre le vote « non » en 2005 et en 2013 est assez spectaculaire.

Au plan géographique et sociologique, les mêmes lignes de fracture observées en 2005 sont de nouveau à l'œuvre. Les espaces du « oui » correspondent aux territoires privilégiés sur le plan économique et à haute valeur touristique. A l'inverse, les territoires du « non » correspondent aux zones périphériques, aux espaces industriels en crise ou aux communes rurales.

La similitude des facteurs ayant structuré la géographie du vote « non » en 2013 et en 2005 montre qu'au clivage gauche/droite vient de plus en plus régulièrement s'ajouter un clivage entre les gagnants et les perdants de la mondialisation, et entre les partisans de la décentralisation et les défenseurs du cadre national centralisé et égalitaire. Le résultat du référendum témoigne du fait que la crise économique a augmenté l'attachement au cadre national perçu comme une protection, y compris dans une région aussi prospère que l'Alsace.